



VACCINS

UN PLAN MONDIAL

Vaccination tout au long de la vie, vaccination dans les pharmacies, les écoles, sur le lieu de travail ou au supermarché : une politique de vaccination constante à l'échelle planétaire se déploie à grande vitesse.

Par Senta Depuydt

ICONOGRAPHIE DE GÉRARD MUGUET

Sans que cela ne provoque le moindre débat dans les médias ni au sein des assemblées, un programme de vaccination organise la mise en place d'un contrôle permanent des populations et des individus de tous âges. Cette stratégie élaborée dans le cadre de l'Agenda global pour la sécurité sanitaire, ou GHSA, est-elle en train de précipiter notre société à toute vitesse dans « le Meilleur des mondes » ?

Étrange passivité

C'est l'Argentine qui donne le coup d'envoi de cette politique de contrôle totalitaire par le biais de la vaccination. Le Congrès y a approuvé au mois de décembre une loi qui requiert de présenter le carnet de vaccination unique attestant d'une vaccination à jour lors de chaque formalité administrative : carte d'identité, passeport, permis de conduire, certificat pour une demande de mariage, etc.¹ Alors que le pays s'est déchaîné sur les questions touchant à l'intégrité du corps, comme les lois concernant l'avortement ou pour le mariage pour tous, et s'est passionné pour des affaires d'abus de mineurs, c'est à l'unanimité et sans le moindre débat que cette loi imposant une ingérence permanente dans le corps de chaque individu a été votée. Bien évidemment, cette contrainte conditionne aussi l'accès à l'éducation, aux services de santé et à l'emploi.

Dans un magazine en ligne, un chroniqueur indépendant s'étouffe : « L'Argentine est devenue la première nation au monde constituée de rats de laboratoire² », écrit-il, en référence aux multiples essais cliniques dangereux, voire mortels, qui y ont été menés sans consentement, notamment avec le vaccin Synflorix³. Les médias argentins se sont pourtant abstenus de toute critique, ne relayant que les propos officiels.

Renforcer le leadership

Selon le Dr Carla Vizzotti, présidente de la Société de vaccinologie et d'épidémiologie, « il s'agit

d'une grande nouvelle pour la santé publique. Un projet qui est devenu loi en moins d'un an, une loi fédérale, appuyée par tous les partis du Congrès. Elle instaure la vaccination tout au long de la vie pour tous les vaccins qui seront inscrits au programme national. Et elle définit aussi la vaccination comme un bien d'intérêt social qui établit la prévalence de la santé publique sur les intérêts particuliers. » De l'Allemagne à la Russie, la Corée du Nord ou la Chine, cette rhétorique de la prévalence du bien commun sur les intérêts de l'individu est la porte ouverte à tous les abus.

Rappelons que c'est à Mar del Plata que se tenait le sommet du G20 en 2018. Lors de la réunion des ministres de la Santé, la vaccination y était largement à l'honneur, notamment avec le sujet de la résistance aux antibiotiques (contre laquelle la seule solution semble être la vaccination), mais aussi et surtout avec la thématique majeure de « la préparation aux menaces sanitaires et à de nouvelles pandémies ».

Dans la déclaration commune du 4 octobre 2018⁴, sous présidence argentine, les pays du G20 appellent à renforcer l'importance des agences de santé nationales et le rôle central de l'OMS, afin de s'assurer que l'Onu dispose d'un système propre pour faire face à une future crise sanitaire mondiale. Ils se prononcent également en faveur d'un large financement de cette préparation à la pandémie, notamment par le soutien à la World Bank's Pandemic



© Gérard Muguet

Emergency Financing Facility, fruit récent d'un partenariat encore plus rapproché entre l'OMS et la Banque mondiale⁵.

Un carnet européen de vaccination

La volonté de créer cet ordre mondial de la santé est donc manifeste et le premier point de son agenda est et reste la vaccination. Si l'Argentine prend les devants avec cette mesure radicale, l'Europe semble lui emboîter le pas. Le 30 novembre, le Conseil de l'Union européenne (organe le plus influent parmi les institutions européennes) émet une recommandation pour « *une collaboration renforcée dans la lutte contre les maladies à prévention vaccinale*⁶ », dans laquelle il préconise entre autres mesures de renforcer la vaccination et son financement, d'organiser d'ici à 2020 un calendrier vaccinal européen conforme aux recommandations de l'OMS et de surveiller sa mise en œuvre par l'instauration d'un carnet européen numérique de vaccination, voire un « passeport ». Tout comme en Argentine, on y prévoit une vaccination « tout au long de la vie », avec des contrôles de routine et des occasions de rappels à la vaccination à tout âge, notamment lors de l'accès à la (pré)scolarité, aux soins de santé, au lieu de travail ou aux établissements de soins. Pour ce faire, l'Union met la priorité sur le développement de plateformes de santé numériques et de solutions big data.

Endoctrinement

C'est l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) en France, qui est chargé de piloter ce projet « Joint Action on Vaccination » (« Action commune en faveur de la vaccination ») et d'organiser une banque de don-

nées avec le statut vaccinal de chaque citoyen en temps réel, permettant de croiser et d'échanger les données entre différents systèmes de santé, ou d'envoyer des SMS ou des mails pour notifier les rappels de vaccins aux individus concernés.

La recommandation prévoit aussi d'inculquer les principes de la vaccination dans les écoles, notamment les écoles européennes, ainsi que dans tous les types d'enseignement. Par ailleurs, on prévoit d'éliminer les contestations sous prétexte d'une stratégie européenne pour lutter contre les *fake news* et la désinformation en ligne⁷. Enfin, démarche inquiétante, l'Union prévoit de financer la recherche en sciences sociales et comportementales pour déterminer les facteurs menant à la réticence à la vaccination dans différentes catégories de population et parmi les travailleurs de la santé (article 15 de la recommandation du Conseil de l'UE)⁸.

Des motifs de résistance

Il s'agit bien là d'une politique extrêmement contraignante et qui s'appliquera dans toute l'Europe, même s'il pourrait être difficile d'instaurer une obligation légale dans certains pays. Dans la plupart des démocraties d'Europe de l'Ouest, le principe du libre consentement éclairé et l'interdiction de l'expérimentation médicale forcée ont imprégné les esprits avec le procès et ensuite le code de Nuremberg, au sortir de la guerre et des atrocités nazies. D'ailleurs, Angela Merkel, interrogée en octobre 2017 alors que l'extension des obligations vaccinales en France était à l'ordre du jour, déclarait dans un podcast vidéo : *« En tant que citoyennes et citoyens responsables et indépendants, comme cela nous paraît tout à fait naturel en Allemagne, tout le monde devrait pouvoir peser sa propre décision. »*

Quelques mois plus tôt, en mai 2017, le Parlement suédois avait lui aussi rejeté une loi instaurant des obligations vaccinales⁹, au motif que, d'une part, le programme vaccinal en place semblait remplir ses objectifs et que, d'autre part, les associations avaient rappelé à juste titre l'existence de dommages vaccinaux et le fait qu'une telle obligation était contraire aux libertés garanties par la Constitution.

Forcing

Quoi qu'il en soit, là où le respect du libre consentement semble bétonné par différentes lois, il sera toujours possible d'imposer une forme d'obligation dans la pratique. Les contraintes sont nombreuses : refus d'accès aux lieux et services publics, aux établissements d'enseignement ou centres commerciaux, ou aux moyens de transport, ce qui reviendrait presque à une forme d'assignation à résidence.

Les incitations à la vaccination pourraient se décliner à travers des bonus et des compensations ou, au contraire, une augmentation des tarifs d'assurance et de soins de santé, voire la diminution des allocations pour les non-vaccinés, comme c'est déjà le cas en Australie, où le gouvernement mène une politique draconienne.

En effet, à la suite de la campagne « No jab, no play », organisée par News Corp – le groupe de presse de Rupert Murdoch, dont le fils James a longtemps siégé au conseil d'administration du laboratoire GSK –, le gouvernement australien a adopté en janvier 2016 la loi coercitive « No jab, no play ; No jab, no pay » (« Pas de piqûre, pas de jeu ; Pas de piqûre, pas d'argent ») et a notamment supprimé une partie des allocations familiales aux parents dont les enfants ne sont pas vaccinés¹⁰.



Politique autoritaire

L'Australie semble inspirer l'Europe et cette ligne autoritaire et « criminalisante » a d'ailleurs été esquissée par Martin Seychell, le directeur général adjoint de la direction générale Santé et Sécurité alimentaire de la Commission européenne, lorsqu'il a affirmé que « la non-vaccination menace la vie d'autrui » dans une position qui exclut tout droit à la non-vaccination. S'adressant aux associations et partenaires de la société civile lors d'une réunion au Parlement organisée par Active Citizens in Europe advocate for vaccination (« Citoyens actifs en Europe pour la vaccination »), une ONG financée par MSD (Merck Sharp & Dohme, fabricant du vaccin Gardasil), il a insisté sur l'importance de renforcer le leadership et d'augmenter la surveillance. Parmi ses objectifs prioritaires : la vaccination de la population adulte et le rattrapage des « rappels ». C'est bien entendu le vaccin de la grippe qui sera au cœur de cette campagne, un produit qui a l'avantage commercial indéniable de devoir être refait chaque année.

Lors de cette réunion, un autre intervenant, le Dr David Salisbury, a poursuivi dans la même veine en vantant les bienfaits d'une vaccination « comme à l'armée ». Chaque citoyen sera convoqué par mail ou SMS via un message lui proposant une heure de rendez-vous dans un centre de vaccination où l'on vaccine à la chaîne, sans qu'une visite préalable soit nécessaire. Gain de temps, données inscrites sans délai dans le carnet de santé numérique,

la vaccination devient une obligation citoyenne et passe de l'acte médical à l'acte administratif. Ce qui n'a rien de rassurant¹¹.

Prudence de longue date

Le principe de l'obligation vaccinale a toujours été contesté partout, que ce soit en France, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, y compris à l'époque de la variole. C'est sur la seule base du caractère d'« état d'urgence » et de « danger imminent » que les premières obligations vaccinales ont été admises. Il est intéressant de noter que dans le verdict initial américain Jacobson vs Massachusetts rendu par la Cour suprême des États-Unis en 1905, et qui autorise pour la première fois une obligation vaccinale contre la variole en vertu de ce motif d'exception, on peut lire des mises en garde très sérieuses. Face à « la possibilité d'un usage arbitraire et oppresseur d'un pouvoir policier », ou au « fait d'aller bien au-delà de ce qui était indispensable pour assurer la santé publique », la Cour appelle clairement à rester « vigilant afin d'examiner et de contrecarrer les prétentions déraisonnables du pouvoir étatique¹² ».

Passe-droit incompréhensible

Un siècle plus tard, les obligations sont désormais motivées par de simples impératifs commerciaux, sans qu'il y ait la moindre urgence de santé publique. Il faut se rappeler qu'en France, il y a à peine deux ans, l'État avait été condamné pour excès de pouvoir,

Manifestation à Toronto au Canada, le 13 novembre 2005. Archives de la ville de Toronto



car en l'absence d'un triple vaccin DTP sur le marché correspondant aux vaccins prescrits par la loi, il imposait dans les faits l'utilisation d'un vaccin hexavalent¹³. En l'absence d'épidémies de polio ou de diphtérie (le tétanos n'étant jamais contagieux), le maintien de telles obligations ne se justifiait plus¹⁴ et la France aurait pu les supprimer, s'alignant ainsi sur le principe du libre choix comme c'est le cas dans de nombreuses démocraties européennes. Malheureusement, l'État a choisi d'étendre et d'adapter les obligations à l'offre du marché. Avec une législation solide en faveur des droits des patients, des experts partagés sur la sûreté, l'utilité et l'efficacité des vaccins et des taux de vaccination en hausse, personne n'imaginait que cette mesure puisse être votée. Pourtant, un passe-droit a été créé avec la redoutable « stratégie de la menace », développée et menée à l'échelle internationale par le GHSA (Agenda global pour la sécurité sanitaire) à travers la campagne d'une menace du retour de la rougeole.

État d'urgence permanent

C'est en novembre 2014, lors d'une première réunion à la Maison Blanche, que le GHSA a véritablement lancé cette stratégie globale de la menace. Y participaient non seulement les principaux responsables de la santé du monde entier, mais aussi le département de la Défense américain et Interpol. Alors que l'objectif du GHSA est d'assurer la sécurité sanitaire en cas d'alerte majeure pour la santé, par exemple en cas d'accident nucléaire ou de bioterrorisme (imaginons la réintroduction de la variole lors d'une guerre), une première dérive s'opère d'emblée dans la désignation de la rougeole comme menace sanitaire. Élément essentiel déjà évoqué, l'argument sécuritaire est en réalité le seul qui permette de contourner toutes les législations en faveur du libre consentement éclairé. Mais

la désignation de la rougeole, maladie généralement bénigne, comme menace sanitaire n'est pas innocente. Elle intervient quelques mois à peine après que l'expert des CDC (Centers for Disease Control and Prevention – Centres pour le contrôle et la prévention des maladies) William Thompson a avoué avoir falsifié la principale étude qui servait de référence pour rejeter le lien entre l'autisme et le vaccin rougeole, oreillons, rubéole¹⁵. Loin de représenter un véritable danger, la menace de la rougeole intervient comme une contre-attaque face aux accusations de fraude scientifique, tandis que la vaccination en masse et surtout les obligations se profilent comme le moyen le plus efficace de garantir un marché qui pourrait accuser des pertes.

Les principaux objectifs annoncés à l'issue de cette réunion furent de développer une surveillance accrue, de renforcer les leaderships

et de modifier les législations nationales en faveur de la vaccination généralisée. Pour la rougeole, il s'agit de viser une couverture de 95 % sur toute la planète afin d'atteindre « l'immunité de groupe¹⁶ ». L'Italie fut désignée comme précurseur de la mise en place du programme. Deux ans plus tard, quelques jours avant l'élection de Trump, Barack Obama et Bill Gates signèrent en hâte un important financement visant à accélérer la mise en place du programme à l'échelle mondiale et lancèrent ainsi la grande campagne de la menace du retour de la rougeole.

Stratégie de la menace

Comme la rougeole ne décime pas des populations et que les taux de vaccination ont augmenté dans la majorité des pays, le cœur de la stratégie se concentre sur la menace virtuelle et le danger permanent.



Registering Human Pedigrees

How Kansas Develops Fitter Families;
A Remarkable Experiment in Eugenics

By Arthur Capper, U. S. Senator from Kansas



The Eugenics Building at the Kansas Free Fair, where families are judged and registered. In the center is a "fit family" accompanied by eugenicists.



Dr. Florence B. Shooklin, University of Kansas

member of a family. Archive about the record shows the results of the intelligence test, and an examination by a psychiatric specialist of the nerve reflexes, emotional and intellectual responses. A thorough structural examination is made, including strength tests and measurements. The medical record gives the results of a complete physical and eugenic examination, with blood pressure, hemoglobin blood test and the Wasserman blood test. Every member of the family is examined

Eugenics Building au Kansas Free Fair où les familles sont évaluées et enregistrées.

était qualifié de dangereux ou de déviant pour avoir refusé un vaccin. Sachant que l'OMS a déclaré que les « réticences à la vaccination sont une des principales menaces à la santé globale » et que l'Union européenne finance par ailleurs des programmes pour étudier le comportement et le profil psychologique des individus réticents à la vaccination, il y a de quoi s'inquiéter.

Mot tabou : eugénisme

Il ne s'agit pas ici de porter des accusations ni de spéculer sur les intentions des politiques actuelles, mais de fournir des éléments permettant de comprendre les enjeux de la vaccination dans un cadre élargi, afin de mettre en place une série de garde-fous. Ce sujet n'est jamais abordé de manière sérieuse, alors que l'on ne cesse d'évoquer les dangers des mouvements extrémistes tout en menant des politiques de plus en plus autoritaires. Trois questions se posent : Y a-t-il eu des individus aux opinions nazies ou eugénistes parmi ceux qui ont conçu et financé le développement de vaccins ? Y a-t-il des vaccins contraceptifs ou stérilisants ? L'eugénisme a-t-il fait partie de programmes politiques ? La réponse à ces trois questions est clairement oui.

Éliminer les faibles

Il est intéressant de se pencher sur l'exemple de la Fondation Rockefeller, qui joue un rôle crucial dans les politiques vaccinales depuis plus d'un siècle. L'institut de recherche de la fondation a été créé en 1901 sous la direction de William Welch, un scientifique dont une des priorités était la mise au point du premier vaccin contre la polio. Welch, comme nombre de ses collaborateurs, était un eugéniste notoire et siégeait au conseil d'administration

Ce sera soit le danger de la « possible diminution de la vaccination » et du grand retour des maladies « à cause de la désinformation sur les réseaux sociaux », soit le danger inconnu, comme « la fameuse grippe que l'on ne connaît pas, mais qui arrivera tôt ou tard¹⁷ ». La grippe est l'un des thèmes favoris de Bill Gates et des producteurs de vaccins, mais en 2018 s'ajoute dans la liste des dangers prioritaires la « maladie X¹⁸ », une maladie qui n'existe pas encore, mais qui permet de financer en priorité « les programmes de préparation à la catastrophe », comme prévu avec la Banque mondiale.

Tout récemment, l'OMS a même qualifié les réticences à la vaccination comme étant l'une des dix principales menaces sur la santé¹⁹. Si les médias et les nombreux lobbies scientifiques sont déjà sous contrôle des institutions et de l'industrie, le rôle de l'information sur les réseaux sociaux et dans les médias alternatifs sera sans doute un élément décisif dans cette bataille pour un libre choix.

Autre dérive qui s'inscrit dans la même logique de menace sanitaire : « Les maladies à prévention vaccinale sont considérées comme des fléaux majeurs²⁰ ». En d'autres termes, peu importe la maladie et son degré de dangerosité ou de contagion. Il suffit qu'un vaccin soit développé pour que cela puisse justifier le fait de le

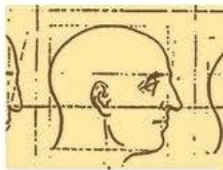
promouvoir, et même de le rendre obligatoire. Au-delà d'une interrogation légitime sur ce qui s'apparente à une forme de racket, il est aussi nécessaire d'envisager cette politique de vaccination sous d'autres aspects.

Contrôle des citoyens

Par la mise en œuvre des carnets de santé électroniques, prévus par l'Union européenne, il y a un glissement manifeste qui s'opère de la surveillance des maladies, où il s'agit de détecter les foyers infectieux et d'y apporter une réponse sanitaire, à une surveillance accrue des citoyens. À partir de là, différentes dérives sont susceptibles de se produire. D'une part, les données récoltées pourraient être utilisées (« valorisées », c'est-à-dire commercialisées) ou exploitées d'une manière ou d'une autre (par les assurances notamment), sans le moindre consentement.

Le suivi des recommandations officielles pourrait-il conditionner l'accès à d'autres prestations ou leur remboursement ? Ne risquerait-on pas d'aboutir à une sorte de carnet de santé à points ?

D'autre part, Interpol (organisation internationale de police criminelle) participe au GHSA et gère un fichier centralisé qui permet de poursuivre les individus à travers différents États. On peut s'interroger sur son rôle éventuel dans le maintien des politiques vaccinales, si un individu



de l'Eugenics Record Office²¹, un organisme qui avait entrepris de ficher des millions d'Américains afin d'identifier les lignées les plus faibles de la population et de les éliminer par différentes méthodes, incluant la stérilisation et l'euthanasie²². D'après les documents retracés dans l'ouvrage d'Edwin Black *War Against the Weak : Eugenics and America's Campaign to Create a Master Race* (Guerre contre les faibles : l'eugénisme et la campagne américaine visant à créer une race de maîtres) (Expanded Edition, Dialog Press, 2012), les racines idéologiques et même les méthodes d'extermination nazies, y compris les chambres à gaz, furent empruntées aux eugénistes californiens. La Fondation Rockefeller aurait versé près de 100 millions de dollars à l'Eugenics Record Office, mais elle joua aussi un rôle capital dans le développement des instituts eugénistes en Allemagne, notamment le Keiser Wilhelm Institute. Elle y

soutenait déjà les travaux de l'épouvantable Dr Mengele avant la guerre, ainsi que ceux de Rudin²³.

Rockefeller était le principal actionnaire de la Standard Oil avec la compagnie Allemande IG Farben²⁴. La Standard Oil poursuivit son partenariat avec IG pendant la guerre et facilita le déploiement militaire allemand. IG Farben est la compagnie qui fit construire des camps de travail à Auschwitz et participa aux expérimentations humaines dans les camps de concentration, dont certains portaient d'ailleurs sur le développement de vaccins en infectant des prisonniers avec le typhus et d'autres maladies²⁵. C'est aussi IG Farben qui fabriquait le gaz zyklon B utilisé pour les chambres à gaz.

Contrôle démographique

Malheureusement, la guerre n'a pas mis fin aux politiques eugénistes et la Fondation Rockefeller a continué de les soutenir via les programmes menés sur le plan national et international. Aux États-Unis, les programmes de stérilisation ont eu lieu jusque dans les années 1950 ou même 1970 (en Caroline du Nord)²⁶ et ce n'est que récemment que des programmes d'indemnisation des victimes ont été approuvés²⁷. De nombreux présidents américains ont partagé

ces mêmes conceptions et objectifs politiques. En 1913, dans une lettre à Charles Davenport, un des leaders du mouvement eugéniste, Theodore Roosevelt estime « que la société ne peut pas permettre aux dégénérés de se reproduire »²⁸. Entre la Deuxième Guerre mondiale et la fin des années 1980, plusieurs générations de la famille Bush sont aussi étroitement impliquées dans les politiques eugénistes en lien avec la Fondation Rockefeller²⁹. En 1974, Kissinger adresse un rapport secret au Conseil national de sécurité américain dans lequel il définit les grandes lignes d'un agenda de contrôle mondial de la population, dont la mise en œuvre est notamment prévue par des programmes internationaux comme l'USAID³⁰.

C'est principalement sous l'impulsion du Britannique Julian Huxley, ancien directeur général de l'Unesco et fervent défenseur de l'eugénisme avec son frère Aldous, auteur du *Meilleur des mondes*, que le contrôle de la population a été intégré de manière systématique dans un agenda mondial³¹.

Bien que farouchement opposé au nazisme (car il contestait la sélection à partir de la race), Huxley était toutefois profondément influencé par les théories évolutionnistes et prônait une philosophie sociale enracinée dans la biologie... En résumé, éliminer les plus faibles, pour favoriser les plus forts. Julian Huxley s'est appliqué à inscrire le contrôle des populations dans les programmes de l'Unesco, de la FAO et de l'OMS, instituant le



Poster anti-eugénisme vers 1971. Photo publiée à l'origine par le Southern Conference Educational Fund (SCEF)





Conseil de la population et veillant à associer de manière systématique les politiques de contrôle démographique aux aides apportées aux pays en voie de développement (dont la principale demeure la vaccination).

Deux en un !

Le projet de développer des vaccins stérilisants a été lancé par l'OMS en 1972³² en collaboration avec le FNUF (Fonds des Nations unies pour la population), le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), la Banque mondiale et leurs partenaires privilégiés (Rockefeller, Planned Parenthood,

UNAIDS, etc.) dans le cadre du « Expanded Program of Research, Development, and Research Training in Human Reproduction³³ » (« Programme élargi de recherche, de développement et de formation sur la reproduction humaine »). Il impliquait 650 chercheurs dans plus de 60 pays et différentes méthodes parmi lesquelles l'avortement, la stérilisation et les vaccins contraceptifs.

En 1993³⁴, un premier vaccin efficace est mis au point en combinant la toxine du tétanos avec une hormone de grossesse (hCG). Ce vaccin a donc des propriétés abortives chez les femmes enceintes et inhibe la grossesse chez les femmes non

fécondées pour une période allant de six mois à un an. Essentiellement destinés aux pays en voie de développement, ces vaccins étaient censés être proposés comme contraceptif à des femmes qui en font la demande « en toute connaissance de cause », mais qu'en est-il dans la pratique ?

Libre consentement bafoûe

Aujourd'hui, de nouveaux produits sont apparus et le terme de vaccin contraceptif ou anti-grossesse est abandonné au profit des noms plus neutres de produits ou de leurs composants³⁵. Par exemple, le DMPA, ou Depo-Provera, contraceptif injectable

qui est largement promu par la fondation Bill-et-Melinda-Gates dans le cadre du plan de planning familial FP2020, une campagne amorcée avec le gouvernement britannique et qui cible particulièrement les pauvres, notamment en Inde (Mission Parivar Vikas). Ce produit a pourtant reçu une mention « black box »¹⁶ aux États-Unis, car il est associé à une augmentation des cancers du sein, de l'ostéoporose et d'un retour à la fertilité difficile après arrêt du traitement. Selon la porte-parole de l'ONG Centre for Health and Social Justice dans un article paru dans la presse indienne en 2017¹⁷, le libre consentement éclairé affiché de cette campagne est une farce. On attire des femmes illettrées en leur donnant cent roupies sans leur parler des risques, alors qu'il existe sans doute d'autres moyens contraceptifs plus sûrs et plus appropriés à leur besoin.

En Inde, la plupart des médecins ont encore une approche très malthusienne de la santé et la société est toujours imprégnée du système de castes et de divisions ethniques. Aussi, quand le gouvernement a introduit les campagnes de contraceptifs injectables, de nombreuses associations s'y sont opposées, afin de se prémunir contre d'éventuelles dérives eugénistes. Par ailleurs, comme le précisent ces associations, promouvoir de telles options, sans même prendre en considération la santé globale et le bien-être de la femme, résulte tout simplement d'une forme de contrôle et de privation de liberté des femmes.

En ayant cela à l'esprit, s'interroger sur les campagnes de vaccination menées par les puissants de la planète et les organisations internationales qu'ils dirigent tient d'un devoir de précaution légitime. Les faits qui se sont déroulés il y a quelques années au Kenya en sont bien la preuve.

Tétanos à l'hormone de grossesse

En novembre 2014, l'Église catholique du Kenya a sonné l'alarme après avoir constaté une importante augmentation de fausses couches et de problèmes de fertilité. Des médecins kényans avaient fait analyser dans quatre laboratoires du pays des échantillons du vaccin antitétanique distribué par l'OMS. Près de la moitié des lots semblaient contenir des hormones de grossesse. L'association des médecins catholiques a accusé l'OMS de procéder à un programme de dépopulation. Le fait que le calendrier vaccinal proposé ait différé du calendrier habituel recommandé pour le tétanos indique qu'il s'agit là soit d'une grave négligence, soit d'un acte intentionnel¹⁸.

Si l'OMS a bien rédigé une réponse indignée devant des accusations aussi lourdes, elle s'est contentée de discréditer la fiabilité des laboratoires ayant procédé aux analyses.

Contraceptif télécommandé

Les récentes plaintes pour faits de sexisme et de discrimination raciale systématique au siège même de l'OMS viennent ternir un peu plus les images d'humanité et de bienfaisance véhiculées dans les campagnes de communication de l'organisation.

Pas de quoi renforcer la confiance dans l'OMS, ni en Bill Gates, qui en est le principal financier et pour

qui le contrôle de la population sous toutes ses formes semble être une obsession majeure, comme en témoigne une conférence Tedx 2010¹⁹, alimentant depuis longtemps les doutes quant à ses véritables intentions. S'il n'affiche pas d'opinion raciste ou ouvertement eugéniste, il faut noter que ses parents étaient parmi les dirigeants de « Manned Parenthood », organisation qu'il gère encore actuellement et dont l'activité principale consiste à pratiquer l'avortement. Or, à l'origine, cette association plaçait ouvertement pour une stérilisation forcée des « moins désirables », minorités pauvres (en particulier Afro-Américains), handicapés physiques et mentaux ou même épileptiques²⁰.

La fondation Gates finance en tout cas de nombreuses recherches sur la contraception, notamment un contraceptif télécommandé via une microcapsule qui libère des hormones durant près de seize ans, mais qui peut être désactivée par un signal envoyé par un médecin... Plutôt stressant lorsque l'on apprend que la FDA a émis une mise en garde préalable sur le fait que ce type de dispositif est susceptible d'être piraté²¹ !

Il est aussi effrayant de voir à quel point toutes ces « avancées » impliquent un assujettissement accru au corps médical.

Stérilité et vaccin anti-HPV

Élaborés avec l'aide du gouvernement américain²², les vaccins contre le papillomavirus Gardasil et Cervarix ont été accusés de provoquer des troubles du fonctionnement ovarien²³, des problèmes de ménopause précoce et des cas de cancer du col. L'utilisation de polysorbate 80²⁴ et de borate²⁵ pourrait en être la cause. Ces deux produits ont une action toxique sur le système reproductif et peuvent



ministre du Kenya présente le vaccin tétanos comme un « programme ciblé de masse ». Source : Africa24.info.



provoquer une dégénérescence des organes sexuels, la diminution du sperme et de l'ovulation ainsi que des malformations fœtales. Une étude récente de Gayle DeLong a noté que, dans une population de 8 millions de femmes entre 25 et 29 ans, celles vaccinées avec l'anti-HPV avaient presque deux fois moins de grossesses⁴⁶. Pour l'instant, il n'y a, comme souvent, pas assez de données permettant de confirmer ou de réfuter un lien de causalité entre l'infertilité et le vaccin.

Drones, satellites et colliers à puce

Big Data et les nouvelles technologies sont en tout cas au rendez-vous de l'agenda vaccinal, et les organisations internationales investissent dans ces outils pour assurer leur mission. Dans une interview de novembre 2017⁴⁷, Seth Berkley, le directeur de l'Alliance globale pour la vaccination et l'immunisation, précise ses ambitions :

« Des millions d'enfants n'ont pas de papiers d'identité, encore moins de carnet de santé, mais l'un des objectifs du programme de développement durable des Nations unies est que chaque être humain soit enregistré sous une identité légale d'ici à 2030. Cela peut se faire en déployant un ensemble de technologies numériques et c'est un objectif qui se combine parfaitement avec la vaccination.

Par exemple, à l'aide du Big Data, l'on peut anticiper la localisation et le déploiement de futures épidémies et y répondre par une campagne de vaccination. On peut aussi utiliser les techniques de localisation géospatiales et les caméras de surveillance par drone pour repérer des ethnies qui n'ont pas encore été vaccinées, comme cela se fait au Nigeria. » L'utilisation régulière de drones pour le transport de vaccins commence aussi à se répandre,

notamment au Rwanda ou dans l'archipel de Vanuatu⁴⁸.

Enfin, il explique qu'au Rajasthan en Inde, Gavi, l'Alliance du vaccin travaille avec une compagnie nommée Khushi Babies qui a développé un carnet de vaccination sous forme de collier à puce électronique. Ce collier peut être scanné et mis à jour avec un téléphone portable par les équipes de vaccination, afin d'avoir une information fiable. Toujours selon Berkley, tout cela devrait permettre de devenir plus ambitieux et de viser une couverture vaccinale de 100 % des vaccins recommandés pour tous les enfants par l'OMS.

Face à un tel déploiement de moyens, il convient de s'interroger. Bien entendu, il ne s'agit pas de mettre en cause le développement de la recherche ou de la technologie. Des thérapies génétiques pourraient un jour renverser un pronostic mortel, et un médicament délivré en urgence par drone sauver une vie. Mais les meilleures intentions peuvent aussi avoir les pires conséquences. Plus que jamais, il convient de rester vigilant. Ces questions doivent impérativement être évaluées sur un plan éthique, car elles peuvent entraîner une forme d'assujettissement de la personne et un risque de privation de liberté peu acceptables.

Vaccins et injections transhumanistes

Pour voir encore plus loin la portée des enjeux d'une politique de vaccination obligatoire et massive, il faut s'intéresser au développement de nouvelles technologies



NFC Pendant

One NFC Necklace
with all vaccines information

Scan by Tablet
Shows health workers all vaccination data record provided to child

SYNC
Data can be sync mobile app-to-cloud

Many mothers don't understand the importance of antenatal care visits and how many are needed before and after birth. We love to do what we do, but we just can't do it without your help!

\$25
Donate 25 Pendants

\$150
Donate 1 Tablet

DONATE

Collecte pour les colliers de vaccination électronique Khushi Babies.

dans le domaine des vaccins et des injections.

L'immunoprophylaxie par transfert génétique pourrait se présenter comme l'avenir du vaccin, mais aussi inaugurer la voie du transhumanisme. Il s'agit d'appliquer le principe des OGM à l'être humain. Ici, l'on n'injecte plus un antigène (par exemple le virus atténué de la rougeole) pour susciter une réponse sous forme d'anticorps, mais un nouveau matériel génétique synthétique véhiculé par un vecteur (un virus qui circule rapidement), encodant des protéines résistantes à diverses maladies. Cette nouvelle approche, que l'on nomme aussi plus discrètement immunoprophylaxie vectorielle⁴⁹, court-circuite le fonctionnement traditionnel du système immunitaire et modifie le profil génétique de l'individu vacciné. Les

recherches actuelles visent à l'utiliser pour des vaccins contre la malaria, la dengue, l'hépatite C, le VIH et... la grippe.

On imagine facilement que ces nouveaux produits pourraient venir à point nommé remplacer les vaccins classiques trop critiqués en raison de la toxicité de leurs adjuvants. Mais d'autres risques se profilent... celui de la mutagenèse (ou la modification non prévue du patrimoine génétique propre). De même, que penser de la tolérance et des effets à long terme d'une technologie dont on ignore tout ? Enfin, cela met à disposition de ceux qui contrôlent la production et la diffusion des vaccins un moyen de modification constant de la génétique de différents groupes d'êtres humains.

Il est temps de comprendre que les enjeux des politiques vaccinales

vont bien au-delà du risque d'éventuelles complications de la grippe ou de la rougeole. Une politique d'obligations et de surveillance à l'échelle mondiale, associée à une concentration de pouvoirs anormale, menée sans transparence ni contrôle indépendant, avec des mesures de censure et, *in fine*, la possibilité d'expérimenter des programmes eugénistes et transhumanistes est une situation hautement alarmante. Un débat ouvert sur la démographie, la contraception ou les modifications génétiques doit pouvoir avoir lieu, mais le plus urgent est de sauvegarder nos libertés et nos droits fondamentaux.

Senta Depuydt



Notes

1. <https://www.lanacion.com.ar/2202208-para-renovar-dni-pasaporte-registro-habra-presentar>
2. <https://lovethepeople.org/2018/12/20/mi-resena-de-como-la-verdadera-violacion-no-fue-la-de-juan-darthes-sino-la-del-estado-entengado-con-dios-sabe-quien-forzandonos-a-darnos-todas-las-vacunas-contr-nuestra-voluntad/>
3. <https://redbioetica.com.ar/glaosmithkline-sigue-pagando-multas/>
4. <http://www.g20.utoronto.ca/2018/2018-10-04-health.html>
5. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/09/10/global-preparedness-monitoring-board-convenes-for-the-first-time-in-geneva> ; <https://www.who.int/news-room/detail/24-05-2018-who-and-world-bank-group-join-forces-to-strengthen-global-health-security>
6. https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/vaccination/docs/14152_2018_en.pdf
7. Commission Communication on Tackling Online Disinformation: a European Approach, COM(2018) 236. Communication de la commission intitulée « Lutter contre la désinformation en ligne : une approche européenne », COM(2018) 236 final.
8. https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/vaccination/docs/14152_2018_en.pdf
9. <http://freedomofinformation.net/en/riksdagen-rostade-nej-till-lagar-om-obligatorisk-vaccinering/>
10. <https://www.ageofautism.com/2018/07/are-the-murdoch-dictating-vaccination-policy-in-australia-in-the-best-interests-of-glaosmithkline.html>
11. Propos entendus lors de la réunion « Active Citizens for vaccination in Europe » du 7 novembre 2018 au Parlement européen et article https://www.euractiv.fr/section/sante-modes-de-vie/news/no-freedom-of-choice-in-vaccination-top-eu-health-official-insists/?_ga=2.246515404.954498004.1548750863-144882567.1505160487
12. <https://supreme.justia.com/cases/federal/us/197/111/et> https://childrenshealthdefense.org/news/vaccine-mandates-results-dont-safeguard-childrens-rights-or-health-how-did-we-get-here/?utm_source=malchimp
13. <http://www.avocat-bergel.com/wp-content/uploads/2017/06/VACCINS-lettre-a-la-Ministre-exécution-2.pdf>
14. Depuydt Senta, « Autisme, vaccin et politique, tout sur un sale business », NEXUS n° 109 (mars-avril 2017).
15. Depuydt Senta, « Rougeole, faut-il craindre de nouvelles épidémies ? », NEXUS n° 117 (juillet-août 2018) ; Depuydt Senta, « Autisme, vaccin et politique, tout sur un sale business », NEXUS n° 109 (mars-avril 2017) ; Aveux enregistrés dans le documentaire Vaxxed : www.vaxxedthemovie.com/fr ; Déclaration officielle de William Thompson suite au documentaire : <https://www.rescuepost.com/files/william-thompson-statement-27-august-2014-3.pdf>
16. Ce dogme est pourtant contredit par la réalité épidémiologique : le vaccin n'offre qu'une protection temporaire, ne fonctionne pas dans 10 % des cas et n'agit que sur certaines souches, ce qui explique que la rougeole affecte aussi les personnes vaccinées. Malheureusement, même si des experts réputés tels que le professeur Didier Raoult ou l'épidémiologiste Bernard Guennebaud n'hésitent pas à la qualifier de « fantascience », cette notion fait passer la vaccination de masse pour un acte éthique et scientifique (cf. Depuydt Senta, « Rougeole, faut-il craindre de nouvelles épidémies ? », NEXUS n° 117, juillet-août 2018). Interview par Prévention Santé du professeur Didier Raoult : « Vaccins, Science et Vérité » : <https://www.youtube.com/watch?v=gskVHpkBw&t=773s>
17. <https://www.who.int/emergencies/ten-threats-to-global-health-in-2019>
18. <https://www.who.int/blueprint/priority-diseases/er/> ; https://www.sciencesetavenir.fr/sante/1-oms-estime-que-la-maladie-x-pourrait-etre-la-prochaine-menace-mondiale_1219997?fbclid=IwAR1sWxRoVzwceS8rP1BTc_X5slwCij0E1M64qC07TeLkFFbAhUkFmkQ
19. <https://www.newsweek.com/world-health-organization-who-un-global-health-air-pollution-anti-vaxxers-1292493?fbclid=IwAR1zqZYCfGEGhKatvTeSwcCTQv3ActKp9KQV1IDWPG0jatoDuDkocBzg>
20. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:JOC_2018_466_R_0001&from=EN ; <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8679-2018-NIT/en/pdf>
21. <https://www.dnalc.org/view/10950-Eugenics-Record-Office-board-of-scientific-directors-and-functions.html>